

Dr. Tony B. Watlington Sr., Ed.D.
Surintendant

Chère communauté du district scolaire de Philadelphie :

Les nouvelles récentes d'inspections qui ont montré la présence d'amiante dans deux établissements qui appartiennent et sont gérés par le district, et la nécessité de passer rapidement à l'enseignement en ligne pendant les réparations, ont soulevé des questions compréhensibles sur la santé et la sécurité, ainsi que sur la gestion par le district des risques environnementaux dans nos établissements.

Je vous écris aujourd'hui pour m'adresser directement à vous, la communauté de notre district scolaire, et vous présenter les faits concernant nos établissements, ce que nous faisons pour améliorer les conditions environnementales et la volonté du district pour la transparence et la responsabilité.

Presque 200 000 élèves et membres du personnel considèrent nos établissements comme un foyer loin de chez eux pendant la journée, et leur bien-être est ma priorité absolue. L'âge et la détérioration de nos établissements constituent un grand défi. [Une évaluation complète de nos établissements](#) a révélé qu'il en coûterait près de 5 milliards de dollars pour les réparer entièrement et les mettre aux normes. Avec des décennies de sous-financement, le district a dû trouver un équilibre entre les ressources insuffisantes pour travailler sur nos établissements et la nécessité de fournir des services éducatifs urgents.

Cependant, depuis l'année scolaire 2019-2020, le district a apporté plus d'intention et de ressources à l'évaluation et à l'amélioration de son programme de conformité environnementale, en se concentrant particulièrement sur l'amiante et le plomb.

Un aperçu du district.

Dans le district, près de 300 établissements ont été construits ou réparés à une époque où l'amiante était couramment utilisé dans les carreaux de sol, l'isolation des tuyaux et certains produits de peinture et de ciment pour ses qualités d'isolation et d'ignifugation. Il n'existe pas de solution simple pour se débarrasser de l'amiante. En fait, [l'Agence américaine de protection de l'environnement](#) (EPA) affirme qu'il est souvent préférable de gérer l'amiante sur place et de le maintenir en bon état plutôt que de l'enlever.

Le programme de gestion de l'amiante du district compte 295 établissements qui nécessitent des inspections de trois ans et une surveillance de six mois selon la loi ([AHERA](#)), (loi sur la réponse d'urgence aux dangers de l'amiante), la loi fédérale qui régit toutes les écoles américaines et la manière dont elles gèrent l'amiante. L'année dernière, le district a chargé Tetra Tech, en tant que consultant, de gérer les inspections AHERA, les archives et les données correspondantes. Les inspections durent, au minimum, plusieurs jours dans chaque établissement : une grande école peut compter plus de 3 000 matériaux à évaluer, souvent dans des zones difficiles d'accès.

Lors de ces inspections de trois ans, qui se poursuivent, de l'amiante endommagée a été observée et il a été déterminé qu'elle nécessitait une attention immédiate dans le bâtiment 21 et dans l'école Simon Gratz

Mastery Charter. Les travaux dans le bâtiment 21 sont en cours. Il est important de se rappeler que tous les dommages causés par l'amiante ne nécessitent pas une intervention immédiate ; certains peuvent être réparés avec le temps, en fonction des endroits et de l'état de l'amiante. L'existence de l'amiante n'est pas en soi un danger ; elle devient un problème de santé lorsque des fibres sont libérées et peuvent être inhalées.

Comme partie du processus d'inspection avec Tetra Tech, le district effectue un examen des données en préparation des inspections, avec une attention particulière aux détails et à la documentation, notamment l'examen des dossiers antérieurs. Cet examen a confirmé des lacunes dans la tenue des dossiers historiques du district. J'ai rencontré l'inspecteur général Naberezny, qui va enquêter sur la situation du bâtiment 21. Mon équipe et moi-même répondrons à toute demande d'information. Et nous nous tiendrons responsables en cas de retard dans les réponses.

Des progrès ont été réalisés.

Jusqu'à présent, nous avons effectué 229 inspections de trois ans, dont sept en cours et 59 restantes dans certaines de nos établissements les plus anciennes et les plus grandes. Une fois ces inspections terminées dans les mois à venir, nous disposerons d'un dossier plus complet sur l'état de l'amiante dans chaque établissement, qui nous permettra de suivre l'évolution de la situation dans le temps. Et le cycle des inspections de trois ans recommencera.

Ce processus d'inspection amélioré - tout en révélant des risques environnementaux - fonctionne comme il se doit dans l'ensemble du district. Étant donné que l'état des bâtiments change au fil du temps en raison de l'âge, des conditions météorologiques, de la construction et d'autres facteurs, le suivi de l'état de l'amiante est essentiel pour identifier les nouveaux dommages à réparer.

Lors de cette série d'inspections de trois ans, des zones endommagées par l'amiante ont été régulièrement identifiées et doivent être réparées dans les bâtiments. Ces réparations peuvent souvent être limitées et effectuées en dehors des heures de classe afin de minimiser les perturbations.

Et, pour dire les choses clairement : dans les semaines et les mois à venir, nous nous attendons à ce que d'autres dégâts causés par l'amiante soient identifiés. Ce n'est pas l'indication d'un échec du programme, mais le contraire - un programme qui fonctionne pour protéger la santé et la sécurité grâce à l'identification et à la gestion des problèmes environnementaux.

Nous faisons également des progrès dans la lutte contre le plomb dans nos établissements. L'exposition au plomb peut être due à la peinture ou à l'eau, et nous nous préoccupons des deux. Nous avons réalisé des évaluations des peintures au plomb dans 194 établissements et certifié 169 écoles sûres pour le plomb, en nous concentrant particulièrement sur les établissements qui accueillent les élèves les plus jeunes, qui courent le plus grand risque d'empoisonnement par le plomb en ingérant des éclats de peinture ou en respirant de la poussière de plomb. Nous avons également installé plus de 1 700 stations d'hydratation dans les écoles de la ville pour fournir de l'eau potable réfrigérée et filtrée. Chaque établissement est en soi un projet important, car les stations nécessitent des travaux d'électricité, de plomberie et parfois d'environnement, les unités étant fixées aux murs et aux sols. Le district a récemment reçu une subvention de 5 millions de dollars de l'EPA pour installer davantage de stations d'hydratation dans nos

établissements scolaires, notre objectif étant d'en avoir une pour 100 élèves et une sur chaque étage occupé par des élèves dans nos bâtiments.

Nous faisons des progrès, même si nous reconnaissons qu'il reste encore beaucoup à faire. Comme l'a souligné le conseil d'éducation dans sa récente lettre ouverte annonçant sa plateforme éducative, notre district continue de fonctionner avec des contraintes financières et de personnel bien documenté et de longue date. Contrairement à d'autres districts scolaires, le district scolaire de Philadelphie n'est pas légalement autorisé à lever ses propres impôts. Notre flux de financement dépend presque entièrement de l'État et de la ville. Pendant des années, ce financement n'a pas permis de répondre aux besoins de nos jeunes, un fait souligné par la récente conclusion de la Cour du Commonwealth, selon laquelle les districts à faible revenu comme le nôtre ont été considérablement désavantagés.

Le district ne peut pas faire ce travail seul.

Nous sommes reconnaissants pour les partenariats significatifs qui font une vraie différence, y compris les 100 millions de dollars engagés sur 10 ans par l'Université de Pennsylvanie pour répondre aux préoccupations environnementales. Nous utilisons également 325 millions de dollars de fonds de relance fédéraux sur quatre ans pour des projets majeurs des établissements et des rénovations.

Les besoins sont immenses. Nos enfants sont confrontés à une pauvreté écrasante, à l'insécurité en matière de logement et d'alimentation, ainsi qu'à une épidémie de violence armée qui a déjà coûté la vie à 17 de nos écoliers cette année. Nos écoles sont des havres de paix où l'on ne dispense pas seulement des cours, mais où l'on apporte un soutien pour répondre aux besoins nutritionnels, physiques et de santé mentale.

Le moment est venu d'investir durablement dans nos écoles et de collaborer avec les dirigeants des districts, de la société civile, de la politique et du monde des affaires. Nous devons tous travailler à la réalisation de notre objectif commun, qui est de créer et de maintenir des environnements éducatifs sains et sûrs pour l'ensemble de nos élèves et de notre personnel.

Je continuerai à communiquer avec vous, la communauté du district scolaire, alors que nous relevons ensemble ces défis.

En partenariat,

Tony B. Watlington Sr, Ed.D.
Surintendant
District scolaire de Philadelphie

Fiches d'information :

Agence américaine de protection de l'environnement

[Questions fréquemment posées sur l'amiante \(epa.gov\)](#)

Institut national du cancer

[Fiche d'information sur l'exposition à l'amiante et le risque de cancer - NCI](#)

Conseil consultatif sur l'environnement : <https://www.philasd.org/capitalprograms/environmental-advisory-council/>

Ressources sur l'amiante de la ville de Philadelphie :

[Documents et formulaires sur l'amiante | Département de la santé publique | Ville de Philadelphie](#)